



Pakistan : Veille économique du 06/09/2024

Rencontres à distance entre le ministre des finances pakistanais et le FMI concernant les conditions de la nouvelle EFF (Facilité élargie de crédit).

Retour du sujet du blanchiment.

Le Cabinet du Premier ministre annonce la fusion de 82 entités gouvernementales (directions de ministères et agences autonomes).

Fitch et Moody's révisent positivement la notation du Pakistan.

Progression modeste (+0,92%) de l'indice de la production des grandes industries sur l'exercice budgétaire 2024.

Mouvements de protestation liés à des décisions économiques du gouvernement.

Communiqués de la Banque centrale (SBP - State Bank of Pakistan) : (i) Point de la Banque centrale sur les finances publiques fédérales et provinciales ; (ii) Contraction de la masse monétaire M2.

Le secteur électrique perd 16,6 Mds USD du fait de négligences et d'irrégularités financières.

Rencontres à distance entre le ministre des finances pakistanais et le FMI concernant les conditions de la nouvelle EFF (Facilité élargie de crédit) entre le FMI et le Pakistan.

Le Staff-Level Agreement (SLA) du 12 juillet entre les services du FMI et le gouvernement concernant un plan d'un montant de 7 Mds USD sur 37 mois n'a toujours pas été validé lors d'un Conseil d'administration du Fonds alors qu'il devait l'être en principe le 28 août ou le 4 septembre.

Au cours d'une réunion virtuelle, le ministre des finances pakistanais a discuté de ces questions et a informé le FMI des efforts déployés pour sécuriser le « financement gap » de 3,5 Mds sur les dépôts que les EAU, l'Arabie saoudite et la Chine doivent constituer à la Banque

centrale (State Bank of Pakistan -SBP). A ce stade, le ministre des finances indique qu'il n'a pu obtenir ni le financement, ni l'annonce du financement de ce « financement gap ».

Les Services du FMI ont par ailleurs demandé un engagement formel de l'État fédéral et des niveaux provinciaux à arrêter de fixer les prix de soutien agricole pour les grandes cultures, coton, blé et canne à sucre. Les provinces du Pakistan devront progressivement baisser leurs subventions à partir d'octobre 2024 jusqu'au 30 juin 2026. L'engagement touche également les subventions concernant les engrais.

Les Services du FMI souhaitent également que les niveaux fédéral et provincial de la gouvernance énergétique pakistanaise cessent toute subvention à l'électricité (électricité, pétrole et gaz) pendant les 37 mois du programme de l'EFF. A noter que le Pendjab a lancé au mois d'août un plan visant à réduire le prix de l'électricité. Le FMI demande nommément à ce que ce plan de subvention du prix de l'électricité à hauteur de 0,05 USD par kilowatt heure cesse définitivement d'ici la fin du mois de septembre.

Retour du sujet du blanchiment.

La presse a signalé que l'administration fiscale (le FBR) avait découvert des pratiques de blanchiment impliquant 5 banques établies au Pakistan (*Askari Bank, Meezan bank, Faysal Bank, JS Bank et Dubai Islamic bank*).

Le FBR a découvert également des opérations de blanchiment liées à l'achat de panneaux solaires. L'enquête du FBR a révélé que 63 expéditions ont été surfacturées de 30 Mds PKR (la valeur marchande des panneaux solaires ayant été de 72 Mds PKR). Selon le rapport d'enquête du FBR, il apparaît que ces sommes ont été ensuite envoyées sur des comptes détenus par des citoyens pakistanais à Singapour et aux Émirats arabes unis.

Le Cabinet du Premier ministre annonce la fusion de 82 entités gouvernementales (directions de ministères et agences autonomes).

Le ministre des Finances, Muhammad Aurangzeb, a présenté au Premier ministre les recommandations du comité interministériel des réformes qui devraient consister, dans une première phase, à une fusion de six ministères et à une rationalisation de leur fonctionnement, notamment grâce au *e-gouvernement*, qui permettra de fluidifier la prise de décisions et accélérer la mise en œuvre des décisions.

Le comité de réforme considère par ailleurs que cette réforme permettra de supprimer 150 000 postes et que les fonctions non-essentielles des ministères seront confiées à des opérateurs privés. Le processus législatif pour la mise en œuvre de ces mesures commencera d'ici peu, car il suppose des amendements législatifs au niveau fédéral et provincial.

Une seconde phase de cette réforme de l'administration devra s'attaquer ensuite aux secteurs de l'éducation et de la santé, les universités et les hôpitaux fédéraux devraient devenir des établissements publics ouverts à des partenariats public-privé.

Fitch et Moody's révisent positivement la notation du Pakistan.

L'agence de notation *Fitch* a annoncé la révision de la note de défaut d'émetteur (IDR) à long terme en monnaie étrangère du Pakistan, qui passe de CCC à CCC+. L'agence de notation *Moody's* a relevé la

note de la Banque centrale du Pakistan (SBP) et de la dette senior non garantie du Pakistan de Caa3 à Caa2.

Les deux agences ont confiance dans le fait que le SLA accordé par les services du Fonds monétaire international en juillet dernier allait être finalisé par le Conseil d'administration du FMI. Les deux agences considèrent que la mise en œuvre du prêt du FMI est conditionnée au règlement de la question du « financing gap » et que le règlement de celui-ci est probable.

Le communiqué de l'agence Fitch rappelle également que les bons résultats obtenus dans le cadre de l'accord de confirmation entre juillet 2023 et avril 2024 ont permis de réduire les déficits jumeaux, budgétaire et compte courant, et reconstituer les réserves de change du pays.

Progression modeste (+0,92%) de l'indice de la production des grandes industries sur l'exercice budgétaire 2024.

La croissance globale de 0,92 % du LSMI (Large Scale Manufacturing Index) a été tirée par l'industrie pharmaceutique (+15,72 %), l'industrie des meubles (+ 14,96 %), les engrais (+11,58 %), le raffinage pétroliers (+9,81 %), la fabrication des produits en cuir (+5,66 %), l'industrie chimiques -hors engrais- (+5,26 %), les industries agro-alimentaires (+1,73 %),

À l'inverse, la baisse de l'indice de production textile (-5,23 %) est préoccupante - le secteur est l'activité économique majeure du pays-, il génère 8,5% du PIB en 2021/2022, rassemblait 35% de la main d'œuvre industrielle déclarée et représentait 75% des exportations du pays. Hors industries textiles, les principales baisses sectorielles de l'index étaient : l'assemblage des automobiles en CKD (-25,03 %), l'industrie du tabac (-23,01 %), les secteurs de l'électroniques et de l'optiques (-12,44 %), la production d'équipements électriques (-9,47 %), l'extraction de produits minéraux non métalliques (-5,31 %), la fabrication de boissons (-2,10 %), l'industrie du papier et du carton (-0,43 %).

On notera que l'index LSMI, publié tous les quatre mois par le bureau pakistanais des statistiques (PBS) pour l'année budgétaire 2024 a connu une croissance de +2,5% d'avril à juin 2024 (en février, le LSMI était en baisse de 0,51% en g.a. sur les huit premiers mois de l'année budgétaire).

Mouvements de protestation liés à des décisions économiques du gouvernement.

Ces mouvements sont en partie d'origine fiscale : Les deux principales fédérations pakistanaises de commerçants (Central Organization of Traders et All Pakistan Anjuman-e-Tajiran) appellent au retrait de la généralisation de la TVA (GST) pakistanaise. La Chambre d'agriculture du Sindh a demandé au Premier ministre Shehbaz Sharif de revoir le doublement de la TVA (GST) sur les tracteurs qui est passée à 14% depuis le début de l'année fiscale 2025 (elle était à 10% depuis l'année budgétaire 2023 et à 5 % au cours de l'année budgétaire 2022).

Ces mouvements sont également liés à l'annonce de la fermeture des Utility stores dans le cadre de l'annonce de fusion de 82 entités gouvernementales (directions de ministères et agences autonomes). Les Utility stores sont une chaîne détenue par l'Etat qui distribue des denrées de base et une partie de l'aide financière pour les personnes les plus nécessiteuses.

Communiqués de la Banque centrale (SBP - State Bank of Pakistan) :

(i) Point de situation de la Banque centrale sur les finances publiques fédérales et provinciales.

La Banque centrale (indique qu'au cours de l'exercice budgétaire 2023/2024, le gouvernement fédéral a emprunté pour 272,16 Mds PKR pour le compte du gouvernement provincial ainsi que 23,4 Mds PKR pour les deux régions autonomes sous administration pakistanaise (12,71 Mds PKR pour la région autonome du « Jammu et Kashmir» (AJK) et 10,7 Mds PKR pour le Gilgit Baltistan.

Par ailleurs, la SBP indique qu'en parallèle des bons du Trésor, les banques pakistanaises ont également prêté pour un total net de 292,63 Mds PKR dont 269,11 Mds USD pour le gouvernement fédéral et 23,51 Mds PKR pour les gouvernements provinciaux.

La SBP indique par ailleurs (i) que le gouvernement pakistanais a remboursé à la SBP 165,8 Mds PKR (590 M USD) à la mi-août (ii) que le gouvernement prévoyait d'émettre pour 5,6 Mds PKR de bons du Trésor de la fin août à octobre.

(ii) Contraction de la masse monétaire.

La masse monétaire M2 a diminué de 1130 Mds PKR (4,05 Mds USD) depuis le 1^{er} juillet. Au cours de la semaine écoulée, elle a encore baissé de 122,5 Mds PKR (44 M USD). Cette contraction de la base monétaire de référence au Pakistan vise à réduire l'inflation, à baisser les taux d'intérêt et à encourager la reprise des investissements. Elle constitue un changement radical par rapport à la politique expansionniste de M2 suivie au cours des dernières années (croissance de 17% de M2 en 2023/2024 et de 13% en 2022/2023).

Le secteur électrique perd 16,6 Mds USD du fait de négligences et d'irrégularités financières.

Dans son dernier rapport sur le secteur électrique, l'Auditeur général du Pakistan (AGP, Cour des comptes du Pakistan) a identifié des irrégularités financières pour un montant de 4 500 Mds PKR (16,6 Mds USD) dans le secteur électrique. Ces pertes sont dues à une mauvaise gouvernance qui a ouvert la porte à des problèmes de gestion financière. Le rapport met en évidence des problèmes tels que le retard de paiement des cotisations sociales, des paiements différés aux fournisseurs de gaz et de charbon et des violations de procédure qui ont aggravé le coût des charges financières du secteur. En conclusions, l'AGP souligne le besoin urgent de réformes pour résoudre ces problèmes systémiques, qui contribuent à la crise énergétique et à l'instabilité financière du pays.

CALENDRIER :

12 septembre 2024 : comité de politique monétaire de la Banque centrale (SBP).

23-25 octobre 2024 : TEXPO (4th international textile and leather leather exhibition), Karachi.

4 novembre 2024 : comité de politique monétaire de la Banque centrale (SBP).

INDICATEURS	
Population (recensement 2023)	241,49 millions d'habitants
PIB (estimation au 30 juin 2024)	381,07 Mds USD contre 372 Mds USD (juin 2023) -estimations pakistanaises-
Croissance du PIB Année 2023/2024 Prévisions (2024/2025)	2,38 % (source pakistanaise) + 3,5 % (hypothèse retenue dans le budget) +3,5 % (hypothèse du FMI) +2,8% (hypothèse BASD)
PIB par habitant	1680 USD (contre 1 586 USD au 30 juin 2022)
Taux de chômage Taux de chômage des jeunes	10,3 % en juin 2024 en g.a 11,3% en juin 2024 en g.a
Taux de pauvreté (Banque mondiale, septembre 2023)	39,4 % des Pakistanais vivent en dessous du seuil de pauvreté
Indice des prix à la consommation En continu (aout 2024) Prévisions (2024/2025)	9,6 % en g.a 15% (prévision BASD)
Taux directeur banque centrale	19,5% (depuis le 29 juillet 2024)
Réserves de change	9,27 Mds USD au 15/08/24 (3,5 Mds USD au 27/06/23)
Balance commerciale 2023/2024	-24,09 Mds USD (- 27,47 Mds USD en 2022/2023)
Compte courant (2022/2023)	-681 M USD (- 3,27 Mds USD)
Dette publique (% PIB) 2023/2024 Dont Dette externe	291 Mds USD (83% du PIB) contre 207,7 Mds USD soit 73,2% du PIB en 2022/2023 130,1 Mds USD (contre 77,2 Mds USD en 2022/2023)
Transferts de fonds des émigrés 2023/2024	30,3 Mds USD (27,3 Mds USD 2022/2023)
Flux d'IDE année budgétaire 2024	1,9 Md USD (+17% par rapport à 2023)
Indice de perception de la corruption 2023	133 ^{ème} /180 (140 ^{ème} /180 en 2022)